

# « Une logique de gestion de crise plutôt que de prévention »

La géographe Magali Reghezza-Zitt alerte sur le manque de préparation de la France devant les effets du réchauffement climatique

## ENTRETIEN

La France tente tant bien que mal de s'adapter à la vague de chaleur qui la fait suffoquer. Jeudi 16 juin, vingt-trois départements étaient toujours placés en vigilance canicule par Météo-France et le mercure devrait encore grimper.

Magali Reghezza-Zitt, maîtresse de conférences en géographie à l'École normale supérieure et membre du Haut Conseil pour le climat, considère que la France n'est pas suffisamment préparée aux effets du dérèglement climatique. Cette spécialiste des risques et des questions de vulnérabilité appelle à revoir intégralement l'aménagement du territoire et à vivre avec le changement climatique.

### La France est-elle préparée aux vagues de chaleur et à la crise climatique ?

Si par « préparée » on veut dire qu'il n'y a plus 20 000 morts comme après la canicule de 2003, oui. Mais, en réalité, la France est loin d'être bien préparée : on enregistre toujours une surmortalité importante lors des vagues de chaleur, qui risque de s'aggraver cet été avec la conjonction du Covid-19 (les organismes sont fatigués), de la crise de l'hôpital et d'un risque de succession de canicules.

On est encore et toujours dans une logique de réparation et de gestion de crise plutôt que de prévention ; dans le pansement et pas dans le traitement de fond, qui peut guérir.

De nombreuses politiques d'adaptation sont menées dans les territoires, mais les outils restent insuffisamment mis en œuvre et ces actions dispersées ne constituent pas une vision globale. On a aussi beaucoup de « mal-adaptation », des solutions qui vont émettre plus de gaz à effet de serre – comme la climatisation – ou empêcher les change-

ments structurels : par exemple, quand on installe des canons à neige, on entrave l'évolution inéluctable des stations de montagne vers un autre modèle sans neige. Il va falloir vivre avec le changement climatique et pas seulement y faire face, comme pour le Covid-19.

### Quels sont les principaux risques climatiques qui pèsent sur la France ?

La France est exposée à des extrêmes chauds et secs, comme les vagues de chaleur et les sécheresses, des extrêmes humides, tels que les pluies extrêmes, les inondations ou les submersions marines, auxquels il faut ajouter des tempêtes et des cyclones. Ces aléas, en se conjuguant, peuvent déboucher sur d'autres risques, comme les incendies, et ils entraînent des conséquences sur l'ensemble des sociétés : pour l'agriculture, la santé, l'éducation, etc.

Tous les territoires sont aujourd'hui concernés, à des degrés différents. Les deux tiers des Français sont déjà exposés au risque climatique, un sur quatre habite dans une zone inondable, plus de 10 millions de logements sont dans des zones soumises à des retraitements des argiles – des mouvements de gonflement et de rétraction qui provoquent des fissures. Le réchauffement d'origine humaine, à chaque dixième de degré, augmente la probabilité et l'intensité des extrêmes climatiques.

**« On a beaucoup de "mal-adaptation", avec des solutions qui vont émettre plus de gaz à effet de serre – comme la climatisation »**



La tempête Alex a emporté la passerelle traversant la Vésubie, à Roquebillière (Alpes-Maritimes), le 3 octobre 2020.

JEANNE FRANK/DIVERGENCE POUR « LE MONDE »

Notre vulnérabilité est également due à l'aménagement du territoire, et en particulier à la poursuite de l'urbanisation dans des zones à risque. Face aux effets du changement climatique, dont certains sont déjà irréversibles, il faut revoir intégralement la manière dont nous habitons le territoire.

### Comment s'adapter au réchauffement climatique ?

Face aux canicules, il faut prendre des mesures immédiates pour repenser la gestion de crise, et en priorité renforcer les systèmes de santé, de secours, et les pompiers. Ensuite, seules des transformations structurelles permettront d'intégrer les vagues de chaleur à notre quotidien et les rendre supportables : lancer un vaste plan de rénovation thermique, qui intègre le confort d'été [maintenir une température intérieure maximale agréable] en priorité dans les bâtiments accueillant du public et pour les personnes fragiles ; limiter les îlots de chaleur dans les villes, qui peuvent afficher plusieurs degrés de plus que dans la campagne environnante.

Les solutions sont connues : végétaliser, peindre les surfaces en blanc (une couleur qui réfléchit plus les rayons du soleil), faire circuler de l'eau quand c'est possible, renforcer la « trame verte et bleue » [un outil qui doit permettre de construire un vaste réseau de

continuités écologiques à l'échelle nationale]. Il faut aussi développer une culture autour de la sécurité et du risque, en ciblant les plus vulnérables (SDF, familles monoparentales, etc.), et transformer le droit du travail pour, par exemple, indemniser les interruptions de travail.

De manière générale, nous devons intégrer les effets du changement climatique à tous les secteurs : logement, transports, agriculture, industrie, tourisme, eau... Cela signifie par exemple développer l'agroécologie, revoir le calendrier scolaire pour éviter la perturbation des examens ou encore envisager rapidement des déplacements de populations et d'activités face au recul du trait de côte.

Il va falloir redimensionner les systèmes d'indemnisation, qui sont insuffisants. Surtout, on ne peut pas se contenter d'indemniser au fur et à mesure, une fois les agriculteurs, une fois les acteurs du tourisme, etc. On va épuiser les finances publiques. Il faut une stratégie nationale et un portage politique fort. Chaque territoire doit aussi pouvoir faire son diagnostic de vulnérabilité. Et nous devons bien entendu réduire bien plus vite les émissions de gaz à effet de serre. L'adaptation ne peut pas être le palliatif de l'inaction en matière d'émissions.

### On a pourtant un plan Canicule, un plan national d'adap-

**« Il faut revoir intégralement la manière dont nous habitons le territoire »**

### tation au changement climatique (PNACC), de nombreux plans et schémas régionaux. Les considérez-vous comme insuffisants ?

Le Pnacc a le mérite d'exister, mais il n'est pas du tout au niveau. Il ne contient pas d'objectifs chiffrés, d'indicateurs précis, avec des jalons temporels et des moyens, et ses résultats sont insuffisamment suivis et évalués.

Il faut se doter d'une stratégie, l'intégrer à tous les ministères avec un pilotage interministériel et allouer bien plus de moyens financiers, humains, techniques et juridiques pour accompagner la transformation des territoires. La nouvelle stratégie française énergie-climat, en cours d'élaboration, est une occasion à ne pas rater pour cette ambition renforcée.

Au niveau des territoires, il y a un foisonnement d'initiatives, mais qui peuvent être contre-productives. Si une commune met en place une réserve d'eau contre la sécheresse, toutes les autres en aval risquent d'être privées de cette eau. On continue aussi de voir des aménagements surréalistes, comme des éco-quartiers fortement minéralisés, conçus il y a dix ans et qui ne sont déjà plus du tout adaptés face au réchauffement.

On a besoin d'un Etat arbitre car tous les territoires n'ont pas les mêmes vulnérabilités ni les mêmes ressources (en termes d'eau, d'espaces naturels, etc.). Il devra accompagner les gagnants et les perdants de l'adaptation : décider quel territoire n'est plus habitable car cela coûte trop cher en termes financiers et de vies humaines, et choisir où relocaliser. Dans tous les cas, l'action contre le changement climatique coûte toujours moins cher que l'inaction, et les bénéfices de l'adaptation sont nombreux – pour la santé, la qualité de vie, l'alimentation ou la précarité énergétique.

### Y a-t-il une prise de conscience des élus sur la nécessité de s'adapter ?

Il y a beaucoup de communes très actives, qu'il s'agisse de Paris avec sa stratégie de résilience adoptée dès 2017, Lyon et son plan sur l'adaptation, Toulouse et sa

politique contre les îlots de chaleur urbains. Ce n'est pas que le fait des grandes villes. Certaines communes frappées par des catastrophes ont également été forcées de s'adapter, comme celles de la vallée de la Roya, dans les Alpes-Maritimes, dévastées par des inondations en octobre 2020. Il a fallu repenser toute l'organisation du territoire : localisation, réseaux, prévention, etc.

Mais les collectivités locales n'ont pas toujours les moyens humains, financiers et juridiques pour s'adapter correctement à tous les risques. L'adaptation met au jour des fractures territoriales. On observe également chez certains élus un manque de volonté politique, par déni, adhésion au discours de l'écologie punitive, peur d'un effet « gilets jaunes » ou foi absolue dans la technologie.

### L'adaptation est aussi une question de justice sociale...

Les vulnérabilités des populations aux risques climatiques sont exacerbées par les inégalités sociales : certaines familles se sont installées dans des zones inondables parce que c'était moins cher ; les quartiers populaires sont les plus affectés par les canicules parce que les logements sont souvent des passoires thermiques et leurs habitants ne peuvent pas partir. Cette dimension sociale est aujourd'hui le point noir des politiques d'adaptation. Il faut mettre en place une transition juste, où les coûts et les bénéfices sont équitablement répartis.

### Les technologies peuvent-elles être utiles dans les politiques d'adaptation ?

La technique est un adjuvant. Elle va nous aider à gagner du temps, à réduire les impacts, mais elle ne suffira pas face aux menaces du changement climatique. Si des réserves d'eau aident un agriculteur à passer l'hiver, tant mieux, mais seule une transformation des modèles agricoles permettra d'affronter les sécheresses qui vont se multiplier. De même, sur le littoral, les digues protègent l'existant, mais elles ne le feront pas continuellement, elles risquent de céder – comme ce fut le cas à La Faute-sur-Mer, en Vendée, lors de la tempête Xynthia en 2010. Leur construction doit s'accompagner de transformations des habitats ou de relocalisations. Croire que la technique seule nous protège et nous rend forcément plus résilients est illusoire. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR  
AUDREY GARRIC

## Près de 100 millions d'Américains en alerte canicule

PRÈS DE 100 MILLIONS D'AMÉRICAINS, soit près d'un tiers de la population des Etats-Unis, sont placés depuis lundi 13 juin en alerte canicule par le National Weather Service. Des températures exceptionnelles ont été enregistrées sur une grande partie du pays, de la Californie à la Virginie, mais c'est surtout dans le Midwest que le mercure a atteint plus de 100 degrés Fahrenheit (37 °C) plusieurs jours d'affilée.

Le « dôme de chaleur », ou dôme de hautes pressions, qui surplombe les Grandes Plaines et la région des Grands Lacs devrait rester sur place encore plusieurs jours, a averti la météo nationale. « Cette chaleur, alliée à un fort taux d'humidité, va probablement générer des températures bien supérieures à 37 °C dans de nombreux endroits », a-t-elle mis en garde. Certains secteurs de l'Indiana, du Kentucky et de l'Ohio devaient subir mercredi des températures de plus de 42 °C. Une température de 37 °C était attendue à Detroit, dans le Michigan.

La vague de chaleur dure depuis plusieurs jours. Saint-Louis, dans le Missouri, a dépassé le 13 juin son record de 37,7 °C. Le

11 juin, des records de chaleur ont été observés dans vingt-sept grandes villes. Il a fait 45 °C à Phoenix, la capitale de l'Arizona, un record depuis un siècle pour cette ville de 1,7 million d'habitants où le thermomètre monte désormais à plus de 38 °C pendant quatre mois de l'année (145 jours en 2020). Et 42 °C à Las Vegas, pour la première fois depuis 1956. Les municipalités ont installé des centres de refroidissement dans les quartiers.

### Episodes meurtriers

Bien que 91 % des foyers américains disposent de l'air conditionné, les épisodes d'extrême chaleur restent meurtriers : ils causent la mort de plus de 1 300 personnes chaque année, selon l'EPA (Agence de protection de l'environnement). Des orages et des tornades se sont déclenchés lundi à la périphérie du dôme de chaleur, provoquant des coupures d'électricité qui ont affecté plusieurs centaines de milliers de personnes, notamment dans la région de Chicago (Illinois).

Dans le parc national du Yellowstone, la crue de la rivière a entraîné un ordre d'évacuation et la fermeture de toutes les

entrées. Joyau touristique national – il abrite le geyser Old Faithful qui fait éruption une vingtaine de fois par jour –, ce parc de 8 900 km<sup>2</sup> se situe principalement dans le Wyoming et, pour une plus petite partie, dans le Montana et l'Idaho.

La chaleur qui règne depuis plusieurs semaines a fait fondre la neige plus rapidement que d'habitude. La rivière déjà gonflée a été alimentée par des pluies diluviennes ces derniers jours. Elle a débordé, emportant des cabanes de bois et même des ponts et des maisons sur son passage. Plus de 10 000 visiteurs ont reçu l'ordre de quitter le parc, en raison du risque élevé de coulées de boue, alors que la saison touristique vient de commencer.

Mardi, plusieurs centaines d'entre eux étaient bloqués à Gardiner (Montana), à l'entrée nord du parc, où la route a été en partie emportée par les inondations. La rivière Yellowstone, mesurée à Corwin Springs, au nord de Gardiner, avait atteint 4,2 mètres lundi. Le précédent record datait de plus d'un siècle : 3,5 mètres en 1918. ■

CORINE LESNES  
(SAN FRANCISCO, CORRESPONDANTE)